



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - Protocoles de quitus et reddition des comptes - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature de la convention de mandat n°2124 avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST. Une première procédure de consultation des entreprises ayant été annulée par le tribunal administratif, une nouvelle consultation d'entreprises menée selon la procédure de dialogue compétitif a été engagée en octobre 2004. A l'issue de la consultation, la Commission de Dialogue Compétitif a retenu, en juin 2005, le groupement VINCI ENVIRONNEMENT / SOGEA SUD / AT & E ARCHITECTURE.

Le mandat a fait l'objet de six avenants ayant pour objet :

- L'avenant n°1 approuvé par délibération du 28 avril 2004, pour tenir compte des obligations nouvelles résultant du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant Code des marchés publics modifiant les attributions de la personne responsable du marché ;
- L'avenant n°2 approuvé par délibération du 27 septembre 2004, confiant à la SERM la modification du programme fonctionnel de l'unité et la définition de son enveloppe financière, ainsi que la relance des consultations d'entreprises à la suite de l'annulation par le tribunal administratif du premier marché de conception construction ;
- L'avenant n°3 approuvé par délibération du 13 février 2007, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences des prestations supplémentaires que le mandataire a été amené à assurer dans le cadre de sa mission et l'allongement des délais nécessaires à l'obtention des différentes autorisations administratives ;
- L'avenant n°4 approuvé par délibération du 29 octobre 2010, pour tenir compte de la réalisation de travaux d'adaptation des installations visant à réduire les nuisances olfactives et à améliorer les conditions de travail et d'exploitation et l'allongement des délais correspondants ;
- L'avenant n°5 approuvé par délibération du 29 mars 2012, ayant pour objet de prendre en compte les conséquences du décalage de la réception de l'unité de méthanisation du fait du de l'incendie survenu le 13 septembre 2010 dans le hall de déshydratation des digestats ;
- L'avenant n°6 approuvé par délibération du 25 juillet 2013, ayant pour objet de prendre en compte les dates de prise d'effet de la réception prononcée le 30 mars 2012 et des garanties contractuelles particulières des équipements, cet avenant étant sans incidence financière.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à 111 989 865,76 € TTC. Ce bilan est en diminution par rapport au dernier bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2015 qui était de 112 031 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestations de service, maîtrise d'œuvre. Tous les contrats et marchés sont soldés ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Par ailleurs, la signature d'un marché complémentaire n°2127 à la convention de mandat n°2124 initialement conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics. Ce mandat a notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Deux premiers avenants à la convention de mandat n°2127 ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire au mandataire, correspondant aux prestations à effectuer à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. L'avenant n°4, approuvé en décembre 2020, concernait l'allongement du mandat en cohérence avec le planning d'exécution des travaux et la non-souscription par la SERM d'une police d'assurance Responsabilité civile décennale - Constructeur Non réalisateur (CNR) qui ne peut pas être souscrite indépendamment d'une police Dommages Ouvrages, non prévue par la Collectivité.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'établit à la somme de 5 101 063,75 €. Ce bilan est en diminution par rapport au bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2020 qui était de 5 272 K € TTC. Ce bilan tient compte principalement :

- Des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestation de service, maîtrise d'œuvre ;
- Du montant définitif de la rémunération du mandataire.

Le solde de trésorerie du mandat n° 2124 est positif en faveur de la Métropole de 180 886,73 €. Il se décompose en 149 366,65 € au titre de la dernière situation de dépenses n°42 et de 330 253,38 € sur l'avance consentie par la Métropole.

Le solde de trésorerie du mandat n°2127 s'établit à 28 853,72€. Il se décompose de la manière suivante :

- 101 437,25 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la situation de dépenses SERM n°26 transmise avec le présent protocole ;
- 16 847,23 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la facture de rémunération n° 0117-2022 transmise avec le présent protocole ;
- 89 430,76 € dus par SERM sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole constate l'achèvement des missions confiées au titre des mandats n°2124 et n°2127 et approuve les comptes et annexes qui lui sont présentés par la Société mandataire, et qu'elle donne quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des protocoles de quitus et de reddition des comptes des mandats n°2124 et n°2127 pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST présentés par la société mandataire ;
- D'autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210181-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2124 Protocole de clôture_signé.pdf
- 2124 Annexe 1_Bilan de cloture.pdf
- 2127 Protocole de clôture_signé.pdf
- 2127 Annexe 1 - Bilan de cloture.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.